

METTRE LE DOIGT SUR LES PROBLÈMES

Selon le dernier rapport de Transparency International, les pays développés doivent faire plus pour lutter contre la corruption. Depuis 1995, l'ONG publie chaque année un indice de perception de la corruption. Le Luxembourg se trouve au 12^{ème} rang parmi 180 pays. Au Luxembourg, une association qui a comme objet la promotion de la transparence vient d'être créée. LFF a rencontré son président Yann Baden, qui nous parle de la corruption au Luxembourg et des relations avec Transparency International.

LFF : Quels sont les objectifs de l'Association pour la Promotion de la Transparence ?

YB : L'association a comme objet la promotion de la transparence et de l'intégrité dans la vie publique. Elle s'inscrit notamment dans la lutte contre la corruption. Les objectifs de l'association sont cependant plus larges que la seule question de la corruption.

LFF : Quelle est votre relation avec Transparency International ?

YB : Transparency International (TI) est une ONG internationale représentée dans une centaine de pays. Elle lutte contre la corruption. Nous sommes fiers de pouvoir annoncer que notre association vient d'être acceptée par TI comme point de contact national pour le Grand-Duché de Luxembourg. L'affiliation auprès de TI est évolutive et nous souhaitons qu'à terme notre association devienne la branche luxembourgeoise de TI.

LFF : Pourquoi cette affiliation à Transparency International ?

YB : Transparency International n'est pas dirigée centralement, mais chaque entité nationale conserve sa propre autonomie et décide seule des objectifs à poursuivre et des moyens à mettre en œuvre. L'intérêt de s'affilier à TI provient de ce que tant TI que les différentes entités nationales ont une grande expérience dans la lutte contre la corruption et que TI est présente au niveau de certaines organisations comme le G20 par exemple. Notre association ne peut qu'en profiter.

LFF : Quelle est votre appréciation quant aux critiques de l'étranger concernant l'opacité de la place financière luxembourgeoise ?



Yann Baden, Président de l'Association pour la promotion de la transparence

YB : Les critiques de l'étranger sont souvent le fruit d'une analyse incomplète. Il reste néanmoins qu'il y a certainement des éléments qui doivent être améliorés. Dans l'ensemble cependant, les critiques étrangères doivent être à la fois nuancées et prises au sérieux.

LFF : Pensez-vous que la population locale soit consciente du fait que la corruption existe également au Luxembourg ?

YB : Nous croyons que la population locale réalise bien qu'il n'est pas rare que des affaires se fassent sur un arrière fond de corruption, sans qu'il soit pour autant possible d'identifier avec certitude les acteurs ou les mécanismes utilisés. Elle se sent cependant impuissante et ne réalise probablement pas que nous supportons tous le coût de la corruption.

LFF : Les conflits d'intérêts et le fait que dans un petit pays chacun connaît tout le monde sont-ils des ingrédients propices à la corruption ?

YB : Malheureusement, ces éléments, fréquents au Luxembourg, sont effectivement propices à la corruption. Cette

situation particulière au Grand-Duché de Luxembourg rend la lutte contre la corruption d'autant plus difficile.

LFF : Le nouvel Indice de Perception de la Corruption, le fameux CPI de Transparency International vient d'être publié. Quels sont les pays les plus corrompus et où se trouve le Luxembourg dans ce hit-parade ?

YB : D'après le CPI publié récemment, les pays les mieux placés sont les pays scandinaves. Le Luxembourg est à la 12^{ème} place des pays les moins corrompus. Si ce résultat paraît très bon, il doit être nuancé de par la nature de l'outil du CPI. Comme son nom l'indique, cet indice tend à mesurer la perception subjective de la corruption. Or, la perception subjective varie également en fonction de la nature des cas de corruption, différente pour chaque pays concerné. Les résultats du CPI doivent dès lors être interprétés avec une certaine circonspection.

LFF : Comment votre association est-elle organisée ?

YB : Les membres de l'association coopèrent au sein de groupes du travail, en vue de suggérer des projets et activités. Quelques sujets traités par ces groupes de

“

Les critiques étrangères doivent être à la fois nuancées et prises au sérieux.

travail sont les marchés publics, le financement des partis politiques, le secteur financier ou l'accès aux informations, etc. Nous sommes actuellement à la recherche de membres qui peuvent contribuer au sein des différents groupes de travail ou qui soutiennent l'association financièrement. Notre association est apolitique et tous les membres sont les bienvenus. Le membre détermine seul le montant de sa cotisation. Les candidats peuvent remplir le formulaire d'adhésion sur le site Internet de l'association www.transparence.lu.

CONVENTION IMPORTANTE ENTRE LE LUXEMBOURG ET L'ESPAGNE

En marge de l'Ecofin à Bruxelles, le ministre des Finances, Luc Frieden, et son homologue espagnole, Elena Salgado Mendez, qui assumera la présidence de l'Ecofin à partir du 1^{er} janvier 2010, ont signé, le 10 novembre 2009, un avenant à la convention de non-double imposition entre les deux pays, afin d'y inclure l'échange d'informations sur demande conforme au standard OCDE.

Cet accord revêt une importance majeure pour le développement des activités internationales de la place financière de Luxembourg, et notamment son industrie des fonds d'investissement, puisque suite à cet accord, le Luxembourg ne figurera plus sur la liste des pays qui selon un décret royal espagnol sont des paradis fiscaux.

Depuis la réunion du G20 d'avril 2009 et l'acceptation par le Luxembourg des standards OCDE en matière



d'échange d'informations sur demande en matières fiscales, le ministre des Finances, Luc Frieden, a signé 20 accords de ce type, dont 14 avec des pays membres de l'OCDE.